



NON AUX AGRESSIONS CONTRE LA DGFIP ET SES AGENTS ! OUI A UNE REFORME FISCALE JUSTE ET AMBITIEUSE !

La fiscalité actuelle est injuste. Elle est loin d'être l'instrument de l'intérêt général, elle est loin de l'application de cette exigence de justice qui veut que chacun contribue au bien vivre ensemble et à la satisfaction des besoins collectifs à hauteur de ses moyens.

Ce sont des faits que souligne depuis longtemps la CGT, sa Fédération des Finances et son syndicat CGT Finances publiques. Et ce ne sont pas les choix politiques gouvernementaux avec ses milliards de cadeaux au patronat sous l'égide du pacte de responsabilité qui vont venir démentir ces faits.

Toujours plus aux petits soins pour le patronat et les plus riches, toujours plus oppressante pour les salariés, tel est en résumé la juste perception d'un nombre croissant de nos concitoyens face à la politique d'austérité menée par ce gouvernement et dont la politique fiscale est un maillon révélateur.

Cette situation est d'autant plus mal vécue qu'elle s'inscrit dans un contexte de salaires insuffisants, de pouvoir d'achat laminé et de développement de la précarité. L'exemple vient d'ailleurs du gouvernement qui continue à refuser tout déblocage du point d'indice dans la fonction publique.

Pourtant, rappelez-vous, en 2012, François Hollande lui-même déclarait que la fiscalité était injuste. Et, il avait bien raison de fustiger le poids exorbitant de la TVA dans l'ensemble des impôts.

Sauf que son gouvernement a choisi le bricolage de l'impôt sur le revenu et la hausse de la TVA, tout cela couplé à une remise en cause profonde des services publics. Son choix réaffirmé c'est de mettre des milliards de cadeaux à la disposition du patronat et de continuer de gaver les actionnaires à fonds perdus pour l'intérêt général.

On peut comprendre que cette situation génère de l'exaspération surtout quand elle s'inscrit dans un climat délétère qui voit les plus riches afficher un luxe insolent face aux difficultés de vie du plus grand nombre ou quand un responsable politique, apôtre de la lutte contre la fraude fiscale, oublie de déclarer ses revenus et prétend souffrir de « phobie administrative ».

IL NE FAUT PAS SE TROMPER DE CIBLE !

Mais ce n'est ni l'administration fiscale et financière, pas plus que ses agents et encore moins les bâtiments dans lesquels ils exercent leurs missions au service de la société qui sont responsables de la situation créée. Ce sont des choix politiques et patronaux pilotés par le MEDEF qui sont à la source des difficultés dont celles des petits agriculteurs particulièrement victimes de la spéculation et des diktats de la grande distribution. C'est sur le terrain de ces choix et des solutions à apporter que l'intervention doit porter.

S'agissant du saccage et de l'incendie du centre des finances publiques de Morlaix par des agriculteurs, une nouvelle fois, certains dirigeants libéraux du monde agricole utilisent le désarroi et la colère réels des exploitants face à une chute de leurs revenus

Elections
Fonction
Publique
DGFIP
VOTONS
4 DECEMBRE 2014

Montreuil, le 23 septembre 2014

Syndicat national CGT Finances Publiques

Case 450 ou 451 •

263 rue de Paris 93514 Montreuil Cedex

• www.financespubliques.cgt.fr

• Courriels : cgt@dgifp.finances.gouv.fr

• dgifp@cgt.fr • Tél : 01.55.82.80.80

• Fax : 01.48.70.71.63

due essentiellement à la pression de la grande distribution, à l'absence de prix garantis, et à la mise en concurrence, pour s'attaquer au bouc-émissaire idéal: l'Etat, les fonctionnaires, le service public.

Rien ne saurait justifier les exactions commises.

Ces méthodes appellent que leurs auteurs soient poursuivis et condamnés car c'est maintenant la collectivité nationale qui va devoir réparer et payer les dégâts. Ce sont aussi toutes les personnes qui ont besoin de trouver réponse à leurs problèmes au centre des finances publiques de Morlaix qui vont être pénalisées. Quant aux agents des Finances de Morlaix c'est peu dire qu'un nouveau traumatisme vient de leur être infligé et qu'au surplus ils vont devoir travailler dans des conditions particulièrement difficiles.

La CGT Finances publiques est donc intervenue auprès de la Direction générale pour que toutes les dispositions soient prises pour leur apporter le soutien nécessaire et leur permettre de reprendre leur travail dans des conditions décentes. Elle a aussi exigé que des mesures soient prises pour assurer la sécurité de tous les agents de la DGFIP dans l'exercice de leurs missions.

UNE FISCALITÉ PLUS JUSTE, CHICHE !

Il nous faut donc une autre fiscalité et la CGT a des propositions qu'elle inscrit dans une visée de progrès et de justice sociale autour de quelques axes majeurs:

- ▶ **baisse des impôts proportionnels comme la TVA ;**
- ▶ **fiscalité des entreprises modulable en fonction de leur comportement (emploi, salaires, recherche, environnement...);**
- ▶ **intégration réelle des revenus dans le calcul de la taxe d'habitation ;**
- ▶ **réforme de l'impôt sur le revenu afin que chacun contribue réellement en fonction de ses moyens.**

La CGT Finances publiques tient à réaffirmer son total soutien aux agents de Morlaix et assure l'ensemble des agents de la DGFIP de son indéfectible volonté d'agir à leurs côtés pour la satisfaction de leurs revendications. Son combat pour la justice fiscale en fait partie intégrante.

